

*Les subsides*

nous avons eues et que nous continuons d'avoir avec le gouvernement américain pour chercher à résoudre le problème. Nous rencontrons à titre individuel des membres influents de la Chambre des représentants et du Sénat américain. Nos efforts ne se relâchent pas. Nous rencontrons partout aux États-Unis des démarcheurs politiques et des groupes de pression. Depuis six mois, nous faisons exactement ce que le député nous suggère de faire. Pour cette raison, le député devrait se montrer d'accord sur ce que nous faisons, nous aider et nous applaudir, au lieu de rester là assis à nous reprocher de ne rien faire.

**M. Tobin:** Monsieur le Président, j'ai diverses questions à poser au ministre. C'est fort déçu que j'interviens aujourd'hui. Le ministre a eu la possibilité de sortir du cadre étroit du débat partisan, de s'élever au niveau sur lequel s'étaient placés les députés de l'opposition. A ce niveau, il n'y a pas lieu de chercher des mots ronflants, de reprocher aux députés de l'opposition de tempêter, de pleurnicher et de rater leur coup. Ce sont là des sorties enfantines et du plus mauvais goût. En s'y livrant, le ministre montre qu'il n'a pas compris quelle occasion il avait aujourd'hui de laisser de côté les considérations partisans, de chercher à établir un consensus sur une éventuelle position canadienne.

Comment le ministre peut-il continuer à parler de résoudre les difficultés dans le commerce du bois et celles de la menace protectionniste dans le cadre d'un accord général de libre-échange? Il est temps de voir les choses en face. A toutes fins pratiques, l'accord général de libre-échange est déjà mort. Le Congrès américain a dit à maintes reprises qu'il ne concluerait pas d'accord général de libre-échange avec le Canada tant que la question des importations de bois d'œuvre ne serait pas résolue.

● (1250)

Le ministre nous dit qu'il veut la résoudre dans le cadre d'un accord général de libre-échange. Qu'il le veuille ou non, qu'il soit d'accord ou non, il devient toujours plus évident que le président des États-Unis ne fait pas ce qu'il veut. Comment le ministre peut-il continuer à lier la résolution de ce problème, qui menace un million d'emplois au Canada, de façon directe et indirecte, à un accord de libre-échange voué à l'échec?

**M. Kelleher:** Monsieur le Président, je suis un peu triste d'entendre le député dire que j'ai, moi en particulier, abordé cette question de façon partisane. Je lui demande de se reporter à la résolution présentée. Elle me semble témoigner d'un esprit de parti assez évident, puisqu'elle se termine ainsi:

... et qu'elle blâme le gouvernement de n'avoir pas réussi à protéger adéquatement la viabilité de ces deux secteurs vitaux de l'économie canadienne.

Cela ne me paraît pas le genre de message que l'on prononce en prenant le thé. Cela me semble très partisan.

J'essaie de rappeler aux députés, en toute objectivité, les mesures que nous avons prises à propos de cette menace croissante qui pèse sur nos secteurs du bois d'œuvre et de l'agriculture. Tout le monde sait que nous essayons de la combattre.

Le Congrès américain n'a jamais dit que les pourparlers canado-américains sur le commerce ne pourraient pas débiter

tant que la question du bois d'œuvre ne serait pas tranchée. Certains représentants l'ont dit, mais nous ne nous attendons pas à ce que le Congrès en entier adopte cette position. Quant à moi, monsieur le Président, j'estime que le gouvernement avance magistralement sur tous les fronts et qu'il accomplit un excellent travail. Si seulement l'opposition voulait bien, de temps à autre, reconnaître que nous pilotons bien le dossier des relations canado-américaines!

**Des voix:** Bravo!

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Il reste une minute.

**M. Tobin:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Pour ce qui est des éloges, on n'est jamais si bien servi que par soi-même.

**M. Nystrom:** Monsieur le Président, j'ai une question à poser. Le ministre a beaucoup parlé du secteur forestier dans son discours aujourd'hui. Que pense-t-il du projet de loi américain sur l'agriculture?

Jeudi dernier, à la Chambre, j'ai demandé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) ce que le premier ministre (M. Mulroney) dirait au président Reagan à ce propos. Le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher) peut-il nous informer de la position que le premier ministre soutiendra en ce qui concerne ce projet de loi? La question intéresse vivement les agriculteurs canadiens, en particulier ceux de l'Ouest.

**M. Kelleher:** Monsieur le Président, je signale au député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) que les porte-parole de mon parti qui interviendront à ma suite débattront en détail nos échanges agricoles avec les États-Unis et les inquiétudes que soulève cette question. J'ai cru qu'il ne m'appartenait pas de traiter de toutes les questions en un seul discours. C'est pourquoi j'ai laissé cette dernière à nos spécialistes de l'agriculture.

Je peux dire au député que le premier ministre a été très bien renseigné à propos de nos préoccupations quant aux relations canado-américaines en matière d'agriculture et des divers projets de loi à l'étude aux États-Unis qui menacent notre industrie. Le premier ministre parlera de ces questions au président et il fera rapport à la Chambre en temps et lieu.

**M. le Président:** A l'ordre. La période de dix minutes réservée aux questions est écoulée. Nous reprenons le débat.

**M. Fulton:** Pouvons-nous dire qu'il est 13 heures, monsieur le Président?

**M. St. Germain:** Continuez les questions et les observations.

**M. le Président:** A l'ordre.

**M. St. Germain:** J'invoque le Règlement. Pourrions-nous obtenir le consentement unanime pour continuer les questions et les observations?

**M. le Président:** La présidence s'en remet aux députés. La Chambre veut-elle que nous poursuivions les questions et les observations jusqu'à 13 heures?